

*Initiatives ministérielles*

soient exigibles. Cette disposition est désuète et doit être examinée, cela ne fait aucun doute, mais il ne convenait pas de le faire dans ce projet de loi.

Des organismes, comme l'Association canadienne des restaurateurs, ont présenté à notre comité un mémoire valable dans lequel ils demandaient le statu quo. Nous devons discuter de tout cela à la deuxième étape de la réforme des droits d'auteur. Il ne faut pas tenter de modifier la partie de la loi qui doit être modifiée, mais la laisser de côté, car elle soulève d'autres questions intéressantes.

J'ai déjà eu un restaurant. Il m'arrivait, quand je me trouvais dans la cuisine, d'allumer la radio. Toutes les personnes qui se trouvaient alors dans la cuisine écoutaient la musique. Peut-on parler d'exploitation commerciale? Doit-on acquitter des droits pour ça? Je ne le pense pas. Cependant, si j'exploitais un restaurant chic et que je réglais ma radio sur un poste MF diffusant le genre de musique nécessaire pour créer une certaine ambiance et si, ce faisant, je gagnais de l'argent sur le dos de quelqu'un d'autre, je devrais effectivement payer des droits.

Ce sont là des principes fondamentaux que nous devons examiner. Je demande instamment au gouvernement de procéder à la deuxième étape de l'étude des droits d'auteur. C'est urgent. Je trouve que le gouvernement aurait dû le faire il y a très longtemps, mais j'estime qu'il ne convient pas qu'il le fasse dans le projet de loi actuel.

Enfin, le ministère a proposé d'autres amendements qui, à leur tour, ont créé tout un tas d'autres problèmes. Nous avons commencé à entendre des producteurs de films, de films éducatifs, parce que les amendements que les fonctionnaires avaient proposés touchaient tout un groupe d'autres personnes. Finalement, nous avons réussi à convaincre les fonctionnaires et le gouvernement de laisser tomber cet article du projet de loi.

J'ai alors pensé que tout était réglé, mais juste avant le congé de Noël, le dernier mercredi de séance, alors que le comité se préparait à étudier la mesure article par article, le gouvernement nous arrive avec toute une autre série d'amendements.

On commençait alors à se demander si c'était vraiment ce que voulaient le gouvernement et les fonctionnaires, parce que chaque fois qu'ils ont présenté de nouveaux amendements, ils ont créé une nouvelle impasse. Ce nouvel amendement propose une définition du réseau. Je leur ai demandé s'ils avaient mené des consultations à cet égard. Ils m'ont dit que oui, mais quand j'ai posé la question aux diffuseurs, j'ai reçu la réponse contraire.

On doit se poser la question. Pourquoi les fonctionnaires ont-ils présenté à la dernière minute une nouvelle série d'amendements qui ne changeait ni l'intention ni le fond du projet de loi? Mon expérience des droits d'auteur m'a appris que le moindre changement à la loi peut avoir une portée tellement grande que beaucoup d'entreprises et de groupes de différentes sphères d'activité dont on ne soupçonne même pas l'existence peuvent en être touchés.

La seule façon acceptable de traiter ces questions est de mener une consultation et de tenir des audiences, pour que toutes les parties puissent témoigner devant notre comité et nous expliquer les conséquences qu'auront, pour leur entreprise, les changements proposés. Ce n'est pas ce qu'on a fait. Comme le gouvernement nous est arrivé à la dernière minute avec une nouvelle série d'amendements, nous n'avons pas eu le temps d'écouter les diffuseurs.

Dans ce cas particulier, la mesure touche assez directement le réseau CTV. Nous n'avons rien su de ce que CTV envisageait comme conséquences de cet amendement, qui est maintenant inscrit dans le projet de loi. Je trouve que c'est inacceptable, que c'est injuste et que ce n'est pas la bonne façon de procéder. Je ne peux pas être sûr que nous comprenons bien la mesure et que nous savons ce qu'elle représente tant que nous n'avons pas entendu toutes les parties intéressées.

Je suis tout de même très heureux que ce projet de loi soit présenté et je ne m'y opposerai pas. Je ne m'oppose d'ailleurs à aucune de ses dispositions, parce que je soupçonne que, lorsque j'aurai compris les raisons et les conséquences de l'amendement que le gouvernement a préparé à la toute dernière minute, j'aurai tendance à l'approuver. J'aurais préféré ne pas être bousculé et je ne voulais pas prendre de décision avant d'avoir entendu toutes les parties visées, mais le gouvernement ne nous a pas laissé cette chance.

Le projet de loi C-88 est un exemple de collaboration efficace entre tous les partis politiques, entre les députés du gouvernement et de l'opposition, mais c'est aussi un exemple d'ingérence des fonctionnaires dans le processus. C'est une autre chose que je voulais signaler à la Chambre, car il y a une leçon à tirer de cette affaire.

Je suis heureux que nous puissions procéder à l'étude du projet de loi C-88 et l'adopter à toutes les étapes dès cet après-midi, car il permet de corriger une injustice. Il indique aux créateurs, ces citoyens importants de notre société, ces créateurs d'oeuvres musicales que nous écoutons et qui sont un miroir de notre société, qu'au moins nous avons pris des mesures pour assurer un peu d'équité et de justice.